

En Afrique, des dictatures qui ne tiennent qu'à un fil!!!



SURVIE
210, rue Saint-Martin
75003 PARIS
www.survie-france.org
01 44 61 03 25
Survie@wanadoo.fr



Les dictateurs amis de la France !?

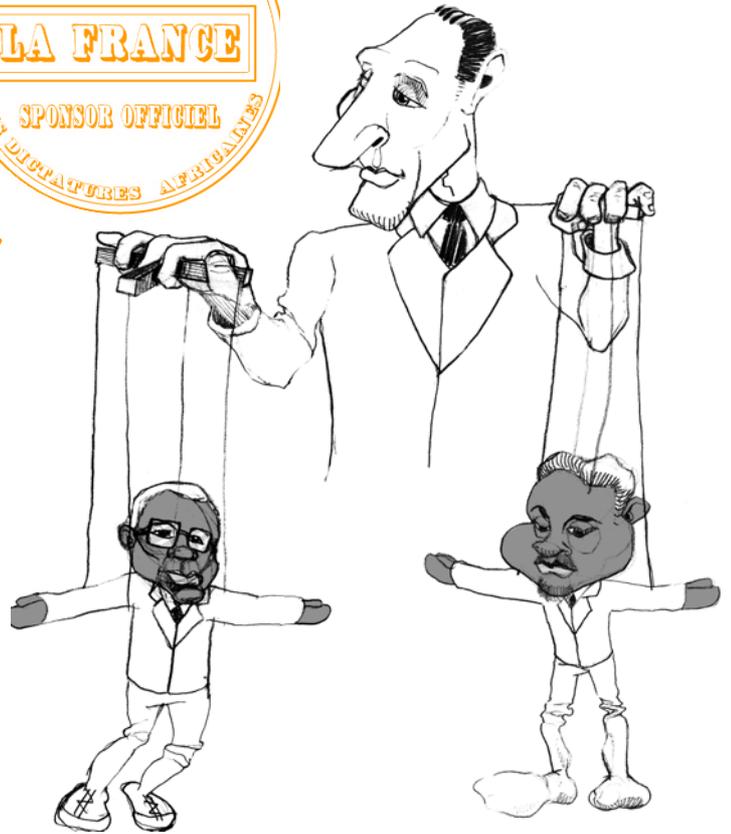
Depuis les années soixante, la France confisque l'indépendance de ses anciennes colonies africaines en y maintenant un système d'exploitation clientéliste et néocolonial :

Mise en place de dictateurs (complicité de coups d'État, fourniture d'armes et de mercenaires), **soutiens politique, économique et militaire à ces régimes, silence face aux exactions et crimes** qu'ils perpètrent, **validation d'élections truquées**, sont encore aujourd'hui les activités de prédilection de la diplomatie française en Afrique. Les exemples les plus marquants nous sont donnés par le Togo, depuis 1967 sous le joug de Gnassingbé Eyadéma, le Tchad livré en pâture au tortionnaire Idriss Déby, le Congo assommé par les crimes contre l'humanité de Denis Sassou N'Guesso, sans oublier le Gabon d'Omar Bongo, le Cameroun de Paul Biya, la Mauritanie, Djibouti, etc.

En effet, malgré les discours moralistes et parfois moralisateurs de nos présidents de la République (Chirac lors du dernier sommet France-Afrique en février 2003, et avant lui Mitterrand à La Baule en 1990), la France continue de manifester un **fort niveau de tolérance à l'égard de la dictature**, tant qu'elle est pratiquée loin des frontières européennes.

Il y a 150 ans, l'esclavage a été aboli grâce à la prise de conscience collective de son caractère abominable. Combien de temps faudra-t-il attendre pour qu'il en soit de même pour les tyrannies néocoloniales ?!

Qu'il nous soit donc permis, par le biais de cette campagne, de crier notre **ras-le-bol de ces régimes françafricains**, non seulement parce que certains d'entre eux sont dans le peloton de tête de l'"Indice des Gouvernements Inhumains", mais surtout parce que **leur perpétuation écrasante ne tient le plus souvent qu'à un fil : le câble diplomatique, sécuritaire et financier qui les relie à l'Élysée.**



Il ne s'agit donc pas de se substituer aux opinions publiques africaines, sur lesquelles repose le destin collectif des États concernés mais, en tant que citoyens français, de **dénoncer ce renoncement de nos gouvernants aux principes démocratiques universels** dont il n'y a pas de raison que l'Afrique soit écartée.

Aide Publique aux Dictateurs



Nous, citoyens français confrontés à la **politique du pire** menée en notre nom, à l'amitié témoignée «au nom de la France» envers des dictateurs de plus en plus insupportables pour leurs peuples, au **ressentiment anti-français** perceptible au sein

d'une part de la population africaine, à l'impuissance devant le nombre croissant d'**exilés africains refoulés** à nos frontières, **avons de plus en plus honte de la politique africaine de la France.**

La France doit rompre les liens organiques établis avec les États Bandits africains. C'est le préalable nécessaire au développement des forces démocratiques dans ces pays !

L'Afrique laissée en pâture à des États bandits !

Aux origines des dictatures

État et démocratie modernes sont le fruit de processus historiques qui ont d'autant mieux abouti qu'ils n'ont pas été contrariés ou compromis par des interventions extérieures.

Si le continent africain a connu lui aussi des formes d'institutionnalisation politique et administrative (empires, Cités-état), jusqu'au 19^{ème} siècle, la colonisation a opéré une rupture brutale dans le processus.

L'Etat colonial était en effet une régression de l'Etat moderne, car rien ne limitait vraiment le pouvoir du gouverneur et de ses collaborateurs, ni la corruption, l'enrichissement personnel et la répression.

Avec la **décolonisation**, l'**Etat colonial a souvent régressé très sensiblement vers une Bande de bandits** avec un taux de criminalisation élevé. Tout cela sous l'influence de démocraties occidentales, dont la France, qui **ont confisqué les indépendances** et contribué à ruiner les espoirs démocratique qui en émanaient (assassinat des leaders démocrates, soutien aux dictateurs « amis »).

Depuis les indépendances, l'écrasante majorité des pays africains est gouvernée par des régimes politiques qui n'ont d'État que le nom. En l'absence de contre pouvoirs reconnus, de différenciation entre sphère publique et sphère privée, d'administration neutre et impartiale, d'institutions de contrôle et de sanction, de règles du jeu universelles et valables pour tous, ils s'apparentent aux bandes de bandits qui dominaient l'Occident avant le Moyen Age.

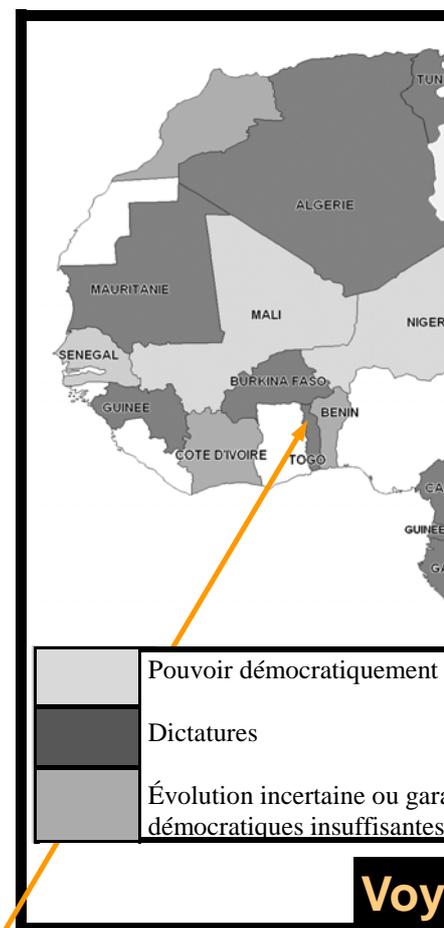
Souvent mis en place avec des complicités occidentales, bon nombre de ces régimes ne tiennent aujourd'hui que grâce au soutien politique de leurs anciennes puissances coloniales. Jusqu'à quand ?

Caractéristiques des États bandits

- ♦ **modalités illégales et illicites de prise de pouvoir** (coup d'état, élection truquée...)
- ♦ **racket et razzia comme mode d'enrichissement**
- ♦ **prédominance du chef autour duquel est organisée, structurée et hiérarchisée la Bande**
- ♦ **précarisation du droit et des institutions du pays**
- ♦ **Violence et cruauté**

Lire:

Une série d'articles sur les Etats bandits, et le soutien de la France à la dictature au Togo, publiés par Comi M.Toulabor (CEAN-IEP), est consultable sur www.letogolais.com



Les dangers du statu quo

- **Le risque de transition violente** (la violence comme unique solution) ex: dérive « Libérienne » (insurrection sanglante, jusqu'au boutisme de Charles Taylor) coups d'Etat en Centrafrique, à Sao Tomé...
- **L'instabilité régionale** (et la guerre) entretenue par des régimes de « parrains régionaux » ex : Compaoré et Taylor en Afrique de l'Ouest, Idriss Déby, Omar Bongo en Afrique Centrale)
- **Les dérives claniques et ethnistes** (ex : Mauritanie)
- **La ruine des forces démocratiques** (exil, répression, manipulation, découragement, division...) qui compromet la possibilité d'une alternance
- **Les guerres de succession internes** en cas de maladie ou de décès du chef de bande

Le Togo, depuis 1967

Triste record de longévité. Gnassingbe Eyadéma a gouverné le Togo depuis près de 40 ans avec une armée soutenue par la France. En 1991, le peuple togolais a obtenu la tenue d'une Conférence nationale démocratique dans un climat de terreur et de violences. Mais Gnassingbe Eyadéma a prolongé sa présence au pouvoir. Il est décédé en 1998, puis en 2003.

Le rôle de la France

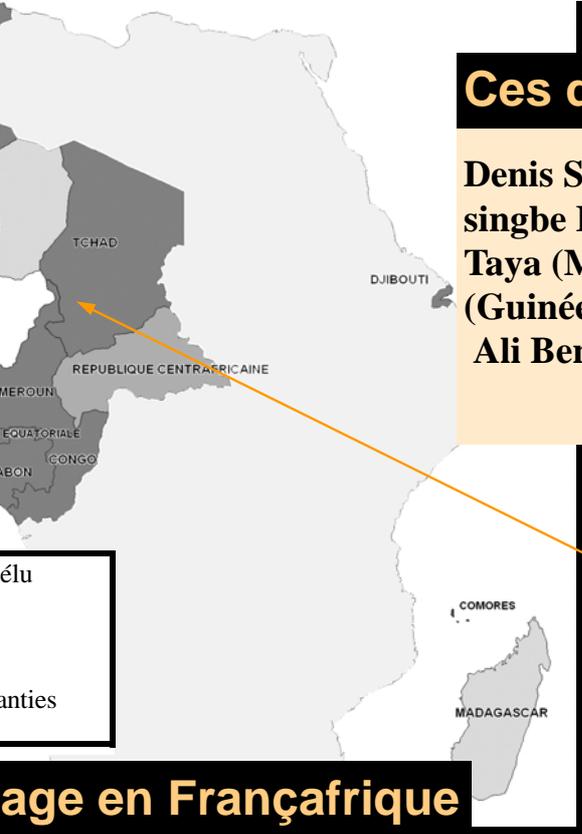
Eyadéma bénéficie de l'appui de la France depuis 1963 contre Sylvanus Olympio, premier président togolais. L'aide publique pour des projets de développement dans le détournement de la rente des matières premières est un fait, mais démentis. La France a cautionné les actions anti-françaises à Lomé

Des responsabilités françaises historiques

- ⇒ **La mise en place des dictatures, complicité directe** (fournitures d'armes, de mercenaires, de soldats) **ou indirecte** (silence qui vaut consentement)
- ⇒ **Le maintien des liens** *ex* : aide militaire, économique via l'Aide Publique au Développement (Gabon), validation ou soutien d'élections truquées (Tchad, Togo)
- ⇒ **Le double discours** (discours pro-démocratie et maintien des relations occultes)
- ⇒ **La complicité directe dans certains conflits post coloniaux** (ex: le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994)
- ⇒ **Le rôle des multinationales françaises dans le pillage du continent, le maintien de relations clientélistes, la déstabilisation politique et militaire** (ex: Elf au Congo, en Angola, Bolloré en Côte d'Ivoire...)

Ces dictateurs qui doivent tant à la France

Denis Sassou N'Gouesso (Congo), Omar Bongo (Gabon), Gnassingbe Eyadéma (Togo), Idriss Déby (Tchad), Maaouya Ould Taya (Mauritanie), Omar Guelleh (Djibouti), Lansana Conté (Guinée), Paul Biya (Cameroun), Abdelaziz Bouteflika (Algérie), Ali Ben Ali (Tunisie), Azili (Comores) etc.



Déby, le bourreau du Tchad

Depuis son arrivée au pouvoir fin 1990 le général Idriss Déby assume personnellement au Tchad une stratégie de terreur dont le bras armé est la tribu des Zaghawas. Les innombrables expéditions répressives menées en particulier au sud du pays s'accompagnent de multiples pillages et rançonnements.

Au bout de treize ans, le bilan de ce cocktail de criminalité économique et politique rivalise avec celui du régime Habré. Nombre de ces forfaits relèvent du crime contre l'humanité. Avec l'exploitation récente du pétrole au Tchad (autre facteur d'instabilité) Déby s'accroche plus que jamais au pouvoir.

Le rôle de la France

Ancienne colonie française, le Tchad est resté depuis l'indépendance une arrière base stratégique pour l'armée française qui n'a eu de cesse d'installer et de contribuer à destituer une longue liste de dictateurs.

Le Quai d'Orsay déploie chaque année des trésors de lobbying pour épargner à Déby la sollicitude de la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Déby a fait l'École de guerre à Paris, où il a noué d'utiles contacts. Il est en outre initié à la Grande Loge nationale française, cénacle néocolonial. Ce « pedigree » lui a valu son adoubement par la DGSE (les services secrets français) au moment où se fomentait le coup d'Etat contre Habré. Déby reste soutenu par la France qui l'a aidé à truquer les élections présidentielles de 1996 et 2001.

Pillage en Françafrique

sous le joug d Eyadéma

Eyadéma et son système clanique règnent sur le Togo surdimensionnée, poussant un cinquième de la population à descendre dans la rue contraint Eyadéma à accepter la critique. Le Chef de l'Etat reprend les rênes du pays. Malgré la résistance massive de la population, Eyadéma organise des élections présidentielles truquées en 1993,

pour asseoir son pouvoir et ce depuis le coup d'Etat présidentiellement élu. Soutien militaire, déjeunés servant les intérêts du clan au pouvoir, complicité matières premières, soutien diplomatique ne se sont jamais masqués. La mascarade électorale de 2003, provoquant des réac-

En Afrique, la démocratie est en marche, ne l'entravons pas!

La dictature, fatalité africaine ?

La carte politique actuelle et le traitement médiatique dont «bénéficie» le continent pourraient le faire croire. Mais si l'a-fropessimisme se conjugue souvent à une forme de fatalisme méprisant, l'espoir porté par les sociétés civiles africaines est bien réel. Depuis une quinzaine d'années, la démocratie est véritablement en marche en Afrique.

Dans certains pays en effet l'État colonial ou néocolonial a pu évoluer vers une forme « moderne », avec un certain degré d'institutionnalisation de l'État de droit. C'est le cas au Mali, au Niger ou au Sénégal pour l'Afrique francophone mais aussi celui de l'Afrique du Sud post-apartheid ou du Ghana, en Afrique anglophone, parfois à l'issue de ruptures brutales avec le modèle post-colonial.

Dans beaucoup de pays, les populations civiles ont prouvé par leur mobilisation qu'elles aspiraient à des élections libres et incontestables, pouvant déboucher sur de véritables alternances démocratiques. L'espoir suscité par les conférences nationales souveraines des années 90 n'a pas disparu. Parmi les syndicalistes, journalistes indépendants, associations citoyennes, ONG, artistes africains, on trouve un nombre important d'authentiques démocrates prêts à lutter pour leurs idéaux, parfois au péril de leur vie.

La dictature n'est donc pas une fatalité africaine mais bien le fruit d'un processus historique qui a pu être rompu grâce à la mobilisation d'un certain nombre d'acteurs. La pression des sociétés civiles des pays du Nord sur leurs gouvernements pour les convaincre de soutenir les peuples plutôt que leurs dictateurs est un de ces facteurs.

Le discours pro-démocratie de la France, un leurre ?

La Baule, summum de l'hypocrisie mitterrandienne :

Alors qu'un vent de libéralisation politique souffle sur le continent africain, le Président François Mitterrand prononce en 1990 le célèbre discours de La Baule dans lequel il encourage ses amis dictateurs à produire un effort démocratique sous peine de voir se réduire l'aide de la France. Menaces en l'air, les gouvernements français successifs continueront de soutenir allégrement les pires dictatures.

Chirac, champion de l'impunité ?

Lors du sommet France-Afrique de février 2003 à Paris, Jacques Chirac a brandi la menace de la fin de l'impunité pour les dictateurs, invoquant la mise en place de la Cour Pénale Internationale.

Quel crédit accorder cependant aux déclarations de cet ami personnel de bon nombre de ces despotes, qu'il continue d'accueillir chaleureusement à l'Élysée et à féliciter à chaque élection truquée ?

AGIR!

Il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire de mobiliser citoyens et élus pour favoriser un assainissement des relations entre la France et l'Afrique.

Exigeons ensemble:

- L'arrêt de la coopération militaire et des ventes d'armes en direction des régimes répressifs et/ou agressifs
- La mise en place de mécanismes stricts de contrôle de l'aide et de garantie de son non-détournement, l'octroi d'une part plus significative au renforcement de la société civile dans les pays africains, la mise en place d'un audit parlementaire permanent sur ces thèmes
- La fin de l'envoi d'ambassadeurs « validateurs » d'élections truquées
- Le « service minimum » de relations diplomatiques avec les régimes qui ne procèdent pas d'une élection démocratique
- La levée de l'ambiguïté sur la nature officielle ou personnelle des relations entretenues avec les dictateurs africains
- La fin de l'impunité des crimes politiques et économiques
- La réforme de la politique d'asile en faveur des populations exilées de pays réputés peu respectueux des droits de l'Homme.
- La reconnaissance de la nullité de la dette odieuse contractée par des régimes dictatoriaux

Les documents joints à cette plaquette vous permettent de sensibiliser le grand public (pétition) et vos élus (courrier type).

Pétitions à renvoyer à Survie (210 rue Saint-Martin 75003 Paris) avant le 31 décembre 2004

Pour en savoir davantage sur la Françafrique:

Lire:

« La Françafrique » (Stock) « Noir Silence » (les Arènes), « Au mépris des peuples » (La Fabrique) de François-Xavier Verschave
Les dossiers noirs de la politique africaine de la France (Agone) publiés par Survie et Agir Ici.
« Billets d'Afrique et d'ailleurs » Lettre mensuelle publiée par Survie.

S'investir:

Depuis 20 ans, **Survie** milite pour **l'accès de tous aux biens fondamentaux**, l'assainissement **des relations franco africaines et contre la banalisation du génocide**. L'association compte 1500 adhérents et 15 groupes locaux en France. **Rejoignez-nous!** www.survie-france.org

